

DEPARTEMENT
MARNE

ARRONDISSEMENT
CHALONS EN CHAMPAGNE

CANTON
ECURY SUR COOLE

DATE DE LA CONVOCATION :
Le 15/10/2012

DATE D'AFFICHAGE :
Le 30/10/2012

Nombre de conseillers

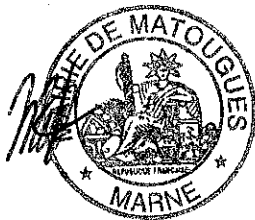
En exercice	:	14
Présents	:	11
Votants	:	13
Pour	:	13
Contre	:	0
Abstention	:	0

N° 35-2012

OBJET

**REVISION DU P.O.S.
VALANT ELABORATION
DU P.L.U.**

Le Maire certifie que la présente délibération a
été déposée en Préfecture de la Marne,
Et affichée en Mairie,
Le 05 NOV. 2012



COMMUNE DE MATOUGUES

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL**

L'an deux mil douze le dix-neuf octobre à 20 h 30

Le Conseil Municipal, régulièrement convoqué, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la Loi dans le lieu habituel de ses séances sous la présidence de Monsieur Michel LE PORTIER, Maire

Étaient présents :

Mrs CANONIGA, CORUBLE, GAUTHIER-GENSOUL, GILLE, JACQUINET, LAUNOIS, PERNET, ROBIN, Mmes DUBOIS et SONGY.

Lesquels forment la majorité des membres en exercice et peuvent délibérer valablement en exécution de l'article L. 2121-17 du Code général des collectivités territoriales.

Absents :

Mrs Bruno ADNET, Jean-Paul LE PREVOST et Frédéric LONGUET, excusés.

Mr Bruno ADNET a donné pouvoir à Mr Pierre-Marie GILLE,
Mr Jean-Paul LEPREVOST a donné pouvoir à Mr Michel LE PORTIER.

Le président ayant ouvert la séance et fait l'appel nominal, il a été procédé, en conformité avec l'article L. 2121-15 du Code général des collectivités territoriales à l'élection d'un secrétaire pris au sein du conseil.

Mr GAUTHIER-GENSOUL Thierry est désigné pour remplir cette fonction.

Le Maire rappelle que le Plan d'Occupation des Sols approuvé le 30 juin 1975 a été révisé le 21 juillet 2001.

A l'occasion de cette révision, le Conseil Municipal a réfléchi sur l'avenir de la Commune, dans le moyen et long terme, et souhaité donner aux futurs élus la possibilité d'un développement, raisonné et maîtrisé, du village.

Il rappelle que la partie éventuellement urbanisable avait été, pour des raisons de sécurité (traversée de la RD3) et d'environnement (projet de remplacement de la station d'épuration située obligatoirement à l'est sous le vent des habitations) placée à l'extrémité ouest du village et zonée en NAH.

Le Maire présente l'opportunité et l'intérêt pour la commune de réviser le Plan d'Occupation des Sols valant élaboration du Plan Local d'Urbanisme.

Cette révision permettra de fixer les orientations d'aménagement et de programmation sur cette zone d'extension future à savoir :

Elle donnera la possibilité :

- D'établir un projet global d'aménagement pour le moyen et le long terme,
- De rendre constructible au fur et à mesure des besoins, sans rompre l'équilibre démographique du village, en tenant compte des possibilités d'accueil des équipements collectifs et des moyens d'investissement,
- D'anticiper le développement d'une zone si le besoin se fait sentir,
- D'adapter et de dimensionner les équipements publics nécessaires au projet,
- De palier le vieillissement de la population en proposant une mixité entre l'accession à la propriété et le locatif entraînant une rotation de la population,
- De permettre que des activités économiques compatibles avec l'habitat puissent s'implanter le long de la RD3 bénéficiant de « l'effet vitrine »,
- De prendre en compte l'évolution démographique et le vieillissement de la population, entraînant un besoin d'équipements spécifiques,
- D'être en concordance avec les directives des lois Grenelle ;

Après avoir entendu l'exposé du Maire,

VU le code de l'urbanisme notamment les articles L 123-1 et suivants et les articles R 123-1 et suivants,

Considérant que la révision du POS valant élaboration du PLU aurait un intérêt évident pour le développement durable communal,

Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents, après en avoir délibéré, décide :

- De prescrire la révision du P.O.S. valant élaboration du P.L.U. sur l'ensemble du territoire communal conformément aux articles R 123-1 et suivant du Code de l'Urbanisme,
- De lancer la concertation prévue à l'article L 302-2 du Code de l'Urbanisme,
- De donner pouvoir à Mr le Maire pour signer tout contrat, avenant ou convention de prestation ou de service concernant l'élaboration technique du P.L.U.,
- De solliciter de l'Etat et du Conseil Général, une dotation pour compenser la charge financière de la commune, correspondant à la révision du P.O.S. valant élaboration du P.L.U.

Déroulement de la procédure de la révision du P.O.S. valant élaboration du P.L.U.

Les moyens d'information seront les suivants :

- Affichage de la présente délibération pendant la durée de toutes les études nécessaires,
- Article dans le bulletin municipal,
- Réunion publique avec la population,
- Dossier disponible, pour consultation, en mairie aux heures et jours de permanences.

Moyens offerts au public pour s'exprimer et entamer le débat :

- Registre destiné à recueillir les observations à la disposition du public, en mairie aux jours et heures de permanences,
- Possibilité d'écrire au maire,
- Des permanences hebdomadaires seront tenues en Mairie le mois précédent « l'arrêt du projet » de PLU par le Conseil Municipal,

La municipalité se réserve la possibilité de mettre en place toute autre forme de concertation si cela s'avérait nécessaire. La concertation durera pendant toute la durée des études nécessaires à la mise au point du projet de P.L.U.

A l'issue de cette concertation, Mr le Maire en présentera le bilan au Conseil Municipal qui délibérera et arrêtera le projet de P.L.U.

Transmission de la délibération et publicité :

La présente délibération sera transmise à Mr le Préfet et notifiée après retour :

- A Mrs les Présidents du Conseil Général et du Conseil Régional,
- A Mrs les Présidents de la Chambre d'Agriculture, de la Chambre de Commerce et de l'Industrie et de la Chambre des Métiers,
- A Mr le Président du SCoT et du Pays de Châlons-en-Champagne.

Conformément à l'article R 123-24 du code de l'Urbanisme, la présente délibération fera l'objet d'un affichage en mairie durant un mois et mention de cet affichage sera publiée dans un journal diffusé dans le département.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

051-215103334-20121019-35-2012-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 05/11/2012
Publication : 05/11/2012

Pour l'autorité Compétente
par délégation



Pour extrait certifié conforme
A MATOUGUES, Le 30 Octobre 2012

Le Maire,
Michel LE PORTIER

